

Se souvenir de la Nakba palestinienne

« Elle n'a pas voulu me laisser entrer ! Elle a toujours les mêmes rideaux, ceux que j'ai fait avec ma mère. »

Depuis près de 30 ans qu'elle n'a vu sa maison dans le nord de la Galilée, ce qu'elle appelle « la Palestine de 48 », Rasmiya Barghouti a finalement reçu l'autorisation de s'y rendre par les autorités militaires israéliennes. Elle a décidé d'emmener avec elle ses deux filles et quatre de ses petits-enfants.

Il a fallu moins de trois heures pour arriver à Safad qui a été renommé Tsvat par Israël après 1948. La camionnette s'arrête en face de la maison en pierres blanches qui garde ses souvenirs d'enfance. Rasmiya s'avance vers la porte en métal qui lui est familière, elle frappe. Une grande femme, de l'Europe de l'Est, ouvre la porte ; les deux femmes discutent. Rasmiya s'en retourne à la camionnette, son visage s'est durci, il est couvert de larmes. Ses seuls mots sont : *« Elle n'a pas voulu me laisser entrer ! Elle a toujours les mêmes rideaux, ceux que j'ai fait avec ma mère. »*

Ils s'en vont en silence, alors qu'elle pleure discrètement, déjeuner dans un hôtel au bord du lac Tibériade où son plus jeune petit-fils a grandi autrefois, plein de vie. Au lieu d'imposer son habituelle discipline de style militaire à l'enfant, elle l'encourage à jouer avec l'eau et même à faire « plus de bruit », un choc pour le reste de la famille.

Le serveur israélien arrive précipitamment à leur table et leur demande, en hébreu, de cesser leur comportement tapageur. C'est alors que le mépris de Rasmiya explose en maudissant le serveur en arabe. *« Nous faisons ce qu'il nous plaît ! Ici*

c'est l'hôtel de mon père ! » s'écrie-t-elle. Jusqu'alors, elle avait voulu protéger ses enfants et petits-enfants en leur taisant tout ce qu'elle avait perdu et qui lui était cher.

La rage de cette femme palestinienne vient de ce qu'elle a vu la maison de son enfance, qu'elle a été obligée de quitter en 1948, occupée aujourd'hui par une étrangère qui ne lui permet même pas d'y pénétrer. Elle a vu l'hôtel de son père, dont il n'a jamais consenti qu'il soit repris, occupée par des étrangers. Pour la première fois depuis leur dépossession dans la violence en 1948, elle a l'autorisation de visiter sa patrie, mais pas d'y retourner. Parce que des millions d'autres réfugiés palestiniens se voient refuser une telle visite, Rasmiya considère « qu'elle a de la chance ».

Pendant qu'Israël fête les 60 ans de sa création, les Palestiniens partout commémorent la « Nakba » (« Catastrophe » en arabe) qui s'est abattue sur eux quand les milices juives armées ont investi leurs foyers et les en ont expulsés.

La vision sioniste ségrégationniste de la création d'un Etat juif en Palestine signifiait l'élimination de la population indigène « non juive ». Dans son livre, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, l'historien israélien Ilan Pappé écrit « ...le 10 mars 1948, onze hommes, vieux dirigeants sionistes et jeunes officiers juifs ont mis la dernière main au plan de nettoyage ethnique de la Palestine » (Fayard – p. 10).

Pappé explique comment les milices juives, les futures forces armées de l'Etat d'Israël, ont mis à exécution un plan d'intimidation et de siège à grande échelle, mettant le feu aux maisons palestiniennes, posant des mines, détruisant plus de 500 villages et perpétrant d'autres actes terroristes. A la fin, près de 800 000 Palestiniens ont été contraints de quitter leur foyer et d'aller dans des camps de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Egypte et ailleurs.

La famille de Rasmiya a fait partie de cette vague de réfugiés. Le nettoyage ethnique massif a finalisé la première phase du « transfert » forcé que le fondateur d'Israël, David Ben-Gourion, avait recommandé dans son adresse à l'exécutif de l'Agence juive début 1938. Ainsi, les Palestiniens sont devenus les victimes des victimes de l'Europe.

Il y a 10 ans, le regretté Edward Saïd a écrit sur les célébrations des « 50 ans d'Israël » : *« Je reste moi-même étonné par ce que sont prêts à faire Israël et ses partisans pour effacer le fait qu'un demi-siècle s'est écoulé sans la restitution, la reconnaissance ou l'acceptation des droits humains palestiniens... la Nakba palestinienne est présentée comme un évènement qui relèverait à moitié de la fiction... provoqué par personne en particulier. »*

Le même refus obstiné à reconnaître la Nakba palestinienne caractérise les festivités des « 60 ans d'Israël » dans les médias américains aujourd'hui. Pour les Palestiniens, la négation de la Nakba correspond à la négation de l'Holocauste pour les Juifs.

Se souvenir de la Nakba s'impose encore davantage après que le président Jimmy Carter ait comparé à un système d'apartheid ce qu'Israël avait élaboré pour rendre les Palestiniens prisonniers d'un cycle apparemment sans fin de désespoir et de violence. Israël refuse toujours à des millions de réfugiés palestiniens leur droit, sanctionné par les Nations unies, à revenir dans leurs foyers simplement parce qu'ils ne sont pas Juifs. Israël continue son occupation militaire, vieille de 41 ans, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et du plateau du Golan. Israël continue de construire son mur illégal et ses colonies sur la terre palestinienne occupée. Et Israël continue de traiter sa propre population « non juive » comme des citoyens de second zone.

Est-ce que quiconque de bonne foi peut, alors, fêter les 60 ans d'Israël ?

Quand Israël aura payé pour son passé honteux ; quand il se sera conformé au droit international et aux droits humains universels ; quand il aura mis fin à sa violente occupation de la population indigène de Palestine ; et quand il aura laissé les Palestiniens exercer leur droit à l'autodétermination sur leur propre terre, alors nous pourrons tous nous réjouir. Alors, même les descendants de Rasmiya pourront se réjouir.

Source : article publié le 8 mai 2008 dans [The San Diego Union-Tribune](#)

Traduction : JPP

Barghouti a la double nationalité, palestinienne et étasunienne ; il est président du Comité anti-discrimination américano-arabe de San Diego. Rasmiya Barghouti était sa grand-mère. Darwish, résidente du comté de San Diego, est palestinienne/étasunienne née au Koweït. Elle a vécu en Palestine occupée où elle était enseignante à l'université Birzeit.